



VINCENT MARISSAL

## Le réflexe vert

Chaque fois, c'est la même chose. Le prix du brut augmente, l'essence et le mazout suivent, les consommateurs casquent et se retournent vers... les gouvernements, qui, eux, se disent impuissants.

Les gouvernements ne veulent pas perdre les revenus des taxes et ne veulent pas légitimer sur les prix, de peur d'ouvrir une brèche dans le principe du libre marché. Mais, électoralisme oblige, ils ne peuvent pas non plus ne rien faire devant l'indignation publique.

Alors, réflexe normal, les gouvernements pondent en catastrophe un programme d'aide directe aux ménages. La dernière fois qu'Ottawa est venu en aide aux propriétaires de maison, en 2001, on a trouvé le moyen de perdre 500 millions de dollars en envoyant, notamment, des chèques à 7500 personnes décédées.

Autre exemple ? En mai 2004, le prix du litre frôle 1 \$ (ah, le bon vieux temps !). Les libéraux de Paul Martin s'en vont en élections et ont besoin, vite, de trouver une façon de calmer la grogne. Bingo ! Ils promettent d'utiliser l'excédent de taxes pour acheter de l'équipement médical. Évi-

demment, 16 mois plus tard, perdue la somme à Ottawa n'est capable de dire à quoi cet argent a vraiment servi...

Soumis, de nouveau, à une forte pression des consommateurs et de l'opposition, hier à l'occasion de la reprise des travaux aux Communes, le gouvernement Martin tente en ce moment d'élaborer un programme d'aide aux propriétaires qui chauffent au mazout. Avant les prochaines élections, évidemment. Mais de telles mesures ne sont que des cataplasmes sur une jambe de bois, parce qu'il faut recommencer à chaque nouvelle secousse du marché.

Une crise comme celle que l'on connaît depuis quelques mois devrait pourtant pousser les gouvernements à élaborer une véritable politique de réduction de la consommation d'énergie, pas seulement des programmes à la petite semaine. Les solutions d'urgence mises de l'avant par Ottawa ne servent, au mieux, qu'à maintenir la consommation au niveau actuel. En matière de politique énergétique, le manque d'imagination de nos gouvernements est aussi désespérant que leur propension à jeter l'argent par les fenêtres.

Au moins, les gouvernements ont résisté à ce jour à baisser les taxes, ce qui serait le plus facile et le plus rentable politiquement, mais qui reste le pire choix environnemental. Ottawa et Québec pourraient faire plus, par exemple en accordant une déduction fiscale aux usagers du transport en commun. Dans le dernier budget du

gouvernement péquiste un véritable plan fiscal pour les acheteurs de voitures hybrides, qui sont de plus en plus attrayantes mais restent encore très chères. Par ailleurs, le gouvernement fédéral, qui subventionne grassement les géants américains de l'auto installés en Ontario (500 millions juste à Oshawa lors de

En posant quelques coupes-froid et en faisant souffler de la mousse isolante aux endroits stratégiques (des travaux de moins de 2000 \$), le propriétaire d'une maison d'une soixantaine d'années peut facilement toucher une subvention de près de 3500 \$ du gouvernement fédéral et d'Hydro-Québec.

**Une crise comme celle que l'on connaît depuis quelques mois devrait pousser les gouvernements à élaborer une véritable politique de réduction de la consommation d'énergie, pas seulement des programmes à la petite semaine.**

la campagne électorale en 2004), pourrait investir aussi dans les véhicules verts au lieu d'encourager les gloutons VUS.

Cela dit, il y a eu quelques gestes tangibles au cours des dernières années, notamment le programme Éner-Guide, qui accorde une aide financière immédiate aux propriétaires de maison pour qu'ils en améliorent l'efficacité énergétique tout en leur permettant de faire des économies à long terme en réduisant leur consommation d'énergie.

Et si les gouvernements veulent absolument venir en aide aux automobilistes, ils pour-

Le programme est toutefois modeste pour le moment. Hydro-Québec versera 5,4 millions cette année et prévoit doubler cette somme en 2006. Modeste et largement inconnu, même des politiciens, qui bafouillent ces jours-ci quand ils se font reprocher de ne rien faire pour aider les consommateurs.

Vrai, les gouvernements ne peuvent rien pour faire baisser le prix de l'essence. Mais ils peuvent agir à plus long terme sur la consommation d'énergie, ce qui devrait d'ailleurs être une de leurs priorités ces années-ci. Pas seulement une promesse vide dans un paragraphe creux de leur programme électoral.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur : [vincent.marissal@lapresse.ca](mailto:vincent.marissal@lapresse.ca)